



L'ÉVÉNEMENT

La mobilisation des profs sera décisive

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

LES PROFESSEURS, massivement mobilisés le jeudi 5 décembre - 51 % de grévistes dans le primaire, 42 % dans le secondaire -, peuvent-ils faire basculer le mouvement social emmené par les cheminots ?

En 1995, lors de la contestation contre le projet Juppé de réforme des retraites, leur participation était montée en puissance, progressivement. À peine plus de 1 % au premier jour de mobilisation, les grévistes étaient passés, ensuite, à 12 % dans les écoles, à 8 % dans les collèges et 16 % au lycée. « Moins que jeudi. Mais ils avaient malgré tout contribué à faire basculer le mouvement qui, le 12 décembre 1995, réunissait 1 million de personnes dans les rues », explique Claude Lelièvre, historien de l'éducation. Dans le mouvement actuel, ils se sont mobilisés dès le départ. C'est cela qui est historique », poursuit-il.

La raison en est simple : le monde enseignant est directement concerné par le projet Macron, qui touche à son régime spécial de retraite. La réforme prévoit de mettre fin à un calcul reposant sur le salaire des six derniers mois, pour prendre en compte l'ensemble de la carrière. Ce n'était pas le cas en 1995 ni en 2002, avec le projet Fillon. Ces dernières semaines, les simulations proposées par les syndicats ont agité la menace de pertes pouvant atteindre 900 euros par mois. De quoi s'inquiéter.

Comme prévu depuis quelques jours, l'intersyndicale enseignante - FSU, CGT, SUD, Snalc -, réunie vendredi, a décidé

d'une nouvelle journée de grève et de manifestation le mardi 10 décembre, aux côtés des cheminots, fonctionnaires, étudiants... La mobilisation sera-t-elle moins forte que le 5 décembre ? En 2002, lors de la toute première action contre le projet de réforme de François Fillon, les enseignants du primaire étaient 49 % à faire grève. Moins que jeudi, donc. Puis le mouvement avait déçu, pour plafonner à 10 % sur la fin. « Mais, une fois de plus, la réforme était moins impactante », martèle Claude Lelièvre.

Vendredi, au lendemain de la journée de mobilisation, les professeurs grévistes

étaient 5 %, en attendant l'appel à manifester de mardi, qui sera un nouveau test pour l'exécutif. Le gouvernement a multiplié les prises de parole en direction des enseignants. De Sibeth N'Diaye, porte-parole, au premier ministre, Édouard Philippe, tous ont porté le message suivant : les pensions ne baisseront pas, grâce à une revalorisation du métier, qui passera par des augmentations de salaires et de primes. « Ça coûtera entre 400 et 500 millions d'euros », a précisé Gérald Darmanin, le ministre des Comptes publics.

« Rien de tangible ni de précis »

« Nous nous engageons, dans la loi, à dire que les pensions des professeurs ne seront pas inférieures à celles des fonctionnaires de catégorie A équivalente », a précisé le ministre de l'Éducation, qui porte ce message depuis plusieurs semaines. La revalorisation passerait essentiellement par des primes. Elle coûterait cher. Car le niveau actuel de primes est de 9 % pour les professeurs du primaire et de 11 % pour ceux du secondaire, contre 22 % en moyenne dans la fonction publique.

« Pour le moment, nous n'avons rien de tangible ni de précis ! Cette revalorisation passera-t-elle par plus de missions et moins de vacances pour les enseignants ? s'emporte Jean-Rémi Girard, au Snalc. Les choses sont en train de basculer. Sans la mobilisation massive de jeudi, il n'y aurait pas eu les discours que l'on a entendus vendredi », estime-t-il. Ce discours, le gouvernement le tient pourtant depuis des mois. Et, malgré ses promesses, la feuille de route reste inchangée. ■



Une enseignante manifeste à Marseille le 5 décembre. JEAN-PAUL PELISSIER/REUTERS